

## Rompez avec Mitterrand! Pour des luttes de classe contre l'austérité de guerre froide!

# Les grèves mettent fin à l'«état de grâce»

17 novembre — L'"état de grâce" social est terminé. Le mécontentement de la classe ouvrière a éclaté au grand jour et s'est directement confronté au gouvernement socialiste de Mitterrand-Mauroy. Ce n'est pas par hasard que ce soient les travailleurs des entreprises nationalisées — Renault, la SNCF — qui ont occupé le devant de la scène des grèves d'octobre. Déterminé à montrer que ses réformes économiques servent les intérêts globaux de la classe dirigeante, le gouvernement ne tolère pas qu'on fasse obstacle à la rentabilité du "secteur public". Mais les grèves démontrent que de plus en plus d'ouvriers trouvent la politique économique de la coalition de gauche pas moins anti-ouvrière que celle de Giscard-Barre. Mais aujourd'hui, des luttes combattives pour des revendications syndicales élémentaires signifient une confrontation politique avec le front populaire au pouvoir.

La politique d'austérité de Mitterrand vise à rationaliser le capitalisme français pour faire face aux rigueurs de la période de dépression économique et de réarmement. Guerre froide et austérité, c'est depuis le début le programme des sociaux-démocrates. Le front populaire de l'OTAN se comporte comme le lieutenant de Reagan en Europe, en accueillant à bras ouverts les missiles Pershing et les bombes à neutrons du Pentagone tout en dénonçant les SS 20 qui défendent les Etats ouvriers du bloc soviétique. En Europe de l'Est, il cherche à devenir un intermédiaire privilégié pour Solidarnosc devenu le cheval de Troie de la contre-révolution. En Amérique centrale, Mitterrand est le "flic mou" de l'impérialisme, où il pousse à une "solution politique" au Salvador afin d'enrayer la contagion révolutionnaire dans la région. En Afrique, il assume la succession de l'empire de Giscard (moins les diamants) tout en rejoignant au Tchad la campagne antilibyenne de Washington.

Pourtant le gros de la classe capitaliste française est loin de s'être résigné à coopérer avec le gouvernement socialiste, voire simplement à le tolérer. L'opposition bourgeoise s'est mobilisée contre les nationalisations, crie au "collectivisme", fait de sinistres prophéties d'effondrement économique et accuse Mitterrand d'un "complexe Allende". Moussa, qui était à la tête du groupe financier Paribas, désormais sous contrôle de l'Etat, a démissionné et tenté de voler les actifs de l'entreprise. Cette opposition n'est pas totale — certaines feuilles d'affaires ont même trouvé "généreuses" les compensations pour les nationalisations. Si Moussa a essayé de partir avec la caisse, Dassault par contre a cédé 51% de ses actions à l'Etat et conservé la direction de l'entreprise. Le vieux pirate avait déjà constitué son énorme fortune en partie en réinvestissant les indemnités des précédentes nationalisations!

Mais en dépit d'une longue tradition française de gestion "dirigiste" de l'économie, la bourgeoisie n'aime guère les plans des technocrates qui, avec le contrôle total des banques, promettent d'être plus qu'"indicatifs". La résistance croissante des milieux d'affaires pourrait se transformer en "grève" générale du capital qui refuserait d'investir. Et si le mécontentement de la classe ouvrière continue de monter, ils réclameront des mesures énergiques — dans un sens ou dans un autre.

Historiquement, le front populaire ouvre la voie à la réaction si les réformistes réussissent à briser les



V. Le Loup/Col. Presse

reins de la classe ouvrière. Les moyens d'y arriver varient selon le degré auquel la bourgeoisie se sent menacée. François Mitterrand n'est pas Léon Blum. Alors que Blum avait besoin de préserver son bloc avec les radicaux bourgeois pour s'en servir comme arme contre les revendications ouvrières, dans le gouvernement Mauroy, les éléments bourgeois déclarés sont décoratifs. C'est le PS lui-même qui sert de refuge aux Delors, Cheysson et Mitterrand — exploités bourgeois devenus sociaux-démocrates. Ils sont tout aussi capables de réprimer le mouvement ouvrier que les giscardiens et les gaullistes. Rappelez-vous le massacre de Clichy sous le Front populaire! Le gouvernement PS ne prépare peut-être pas le terrain pour un Pinochet français, mais il pourrait produire en son sein son propre Daladier — et dresser le décor pour un autre de Gaulle ou un autre Pétain.

En attendant, c'est la classe ouvrière qui est censée payer pour cette version social-démocrate de la grandeur nationale gaulliste. La politique ouvertement capitaliste et impérialiste de Mitterrand soumet ses avocats de "gauche" à une pression considérable, en particulier dans le PCF. Pour payer la place de courtisanes qu'ont les ministres PCF dans le cabinet Mauroy, les militants du PCF et de la CGT doivent avaler la politique extérieure antisoviétique de Mitterrand (y compris l'opposition aux SS 20!); sur le front intérieur, ils doivent remplacer tous leurs mots d'ordre de "ras le bol" par des appels à la "patience". Et maintenant la base commence à trouver que le grand "changement" met du temps à venir. Comme l'écrivait Trotsky à propos du front populaire des années 30 quand celui-ci approchait de son terme:

"Ce qui était apparu aux masses travailleuses comme un gouvernement 'populaire' s'est révélé un simple masque provisoire de la bourgeoisie impérialiste. Ce masque est maintenant jeté."  
— "L'heure de la décision approche",  
Le Mouvement communiste en France

Après seulement six mois d'existence, le joli vernis rose du gouvernement Mitterrand commence à s'écailler.

Ce qui reste de l'"extrême gauche" a néanmoins salué dans l'élection de Mitterrand la "victoire du 10 mai", et a surtout cherché depuis à profiter de sa popularité initiale. L'OCI proclamait que les nationalisations étaient "des premiers pas vers le socialisme", alors que la LCR retirait son mot d'ordre de grève générale afin de "ne pas faire le jeu de la droite". La Ligue trotskyste de France fut seule à proclamer: "Non au front populaire de l'OTAN!" (*Le Bolchévik* n° 26, juin). Depuis la rentrée, la LCR et l'OCI ont essayé de détourner les grèves ouvrières dans l'impasse des pressions sur Mitterrand-Mauroy. Seule la LTF a dit la vérité: *La lutte pour les besoins les plus élémentaires de la classe ouvrière nécessite de rompre avec le parlementarisme et le front populaire et de se battre pour un gouvernement ouvrier.*

### Les grèves d'octobre et la bureaucratie syndicale

Le lock-out de Renault en a dit bien plus long sur les plans de nationalisations des sociaux-démocrates que tous les débats parlementaires. Cette provocation de la direction n'était pas le résultat d'une quelconque "pression" de la part du CNPF ou des giscardiens qui restent dans l'entreprise. Comme l'expliquait *le Monde* du 27 octobre, il faut protéger l'autofinancement de Renault contre les revendications ouvrières: "(...) toute concession s'effectuera aux dépens des marges bénéficiaires", et ce au moment où Mitterrand présente Renault comme le modèle d'entreprise nationalisée. Ce porte-parole du "capitalisme éclairé" souligne par ailleurs l'importance de Renault en tant que précédent pour les accords salariaux dans toute l'industrie française.

Le conflit a été déclenché à Sandouville (près du Havre) et à Billancourt, par les difficiles conditions

de travail dans cette "entreprise modèle". La stratégie des bureaucrates de la CGT (en général suivis par la CFDT) était claire: isoler les grèves dans quelques ateliers et épuiser la combativité ouvrière dans des grèves de solidarité sporadiques, courtes et par conséquent inefficaces. Après le lock-out du 9 octobre à Billancourt, la bureaucratie syndicale n'a pratiquement rien fait pour mobiliser les ouvriers touchés. Elle "répondit" par quelques grèves de deux heures pour faire baisser un peu la pression dans le reste de l'usine. Un ouvrier remarquait amèrement que "la riposte ressemble grandement à un enterrement de première classe" (*Libération*, 13 octobre).

Ainsi, on abandonnait à leur sort les trois ateliers touchés; mais les pontes de la CGT sont même allés plus loin. Le 28 octobre, 112 ouvriers de l'atelier d'assemblage 74 votaient la poursuite de la grève (contre 107, avec plus de 400 travailleurs trop dégoûtés pour voter). Sur ce, les traîtres stalinien annonçèrent une décision "démocratique" de reprendre le travail, dénoncèrent la CFDT et les "gauchistes" pour vouloir continuer la grève; et ne bougèrent pas le petit doigt quand un commando de 150 nervis de la direction intervint pour faire redémarrer la chaîne! Ce fut la même chose à Sandouville, où les bureaucrates de la CGT se plaignaient que la combativité de la base était seulement "médiocre". Mais le 31 octobre, quelque 2000 ouvriers en colère s'affrontèrent à la direction dans le bureau du directeur. Le 3 novembre, une grève de solidarité avec l'atelier de sellerie (en grève depuis neuf semaines) fit chuter la production de plus de 90%. Il était clair que la base voulait se battre.

La bureaucratie syndicale a été le meilleur allié du gouvernement pour mettre en oeuvre ses plans d'austérité. Avec son "cri de colère", Maire — par ailleurs en accord avec l'austérité social-démocrate — a cherché à exploiter le mécontentement grandissant des ouvriers, en cherchant à déborder les stalinien avec un peu de pseudo-combativité verbale. La CGT a répondu en essayant d'inverser les rôles et de prendre la place de la CFDT comme courroie de transmission au service du gouvernement Mitterrand. Séguy a accusé Maire de faire le jeu de la droite, tandis que Krasucki attaquait les prétendues "provocations" des militants de la CFDT. Le ministre des transports Fiterman a joué son rôle avec zèle, menaçant les grévistes d'Air France et de la SNCF (en répétant la vieille rengaine bourgeoise comme quoi ces grèves gênent le "public"); il a rendu service à Reagan en arrêtant la grève des contrôleurs de l'air français, déclenchée en solidarité avec leurs camarades américains mis à pied. Même Force ouvrière, qui depuis des mois critique le gouvernement pour "aller trop loin, trop vite" (qu'est-ce que va en dire Pierre Lambert de l'OCI au prochain congrès de FO?) s'est mise de la partie, promettant de ne pas "jeter de peau de banane sous les pieds de Mitterrand et de Mauroy". Autant pour la célèbre "indépendance" syndicale de FO!

Une politique de lutte de classe aurait pu permettre de gagner à Billancourt et Sandouville. Non pas avec des débrayages limités, mais avec une offensive générale comprenant des occupations d'usines, des pickets de grève massifs pour arrêter complètement la production, et l'organisation de l'autodéfense ouvrière pour paralyser toutes les chaînes de Renault. Cela arrêterait non seulement la production des R-4 fabriquées à Billancourt (qui ont plus de vingt ans), mais aussi des modèles plus rentables comme les R-5 et R-9 fabriquées dans des usines ultra-modernes et essentielles pour l'offensive commerciale internationale de Renault. Il faut aussi des comités de grève démocratiquement élus, responsables devant les assemblées générales des ouvriers, qui pourraient devenir les embryons de comités d'usine si la lutte s'intensifiait. Ces comités doivent être des organes de combat pour surmonter les divisions syndicales et mobiliser tous les ouvriers; ils n'ont rien de commun avec les "comités d'entreprise" de collaboration de classe ou avec l'"intersyndicale" bureaucratique. Dans cette lutte contre les plans capi-

talistes de rationalisation dans ces entreprises nationalisées, les révolutionnaires orientent la lutte vers le *contrôle ouvrier*, pour établir le double pouvoir sur les lieux de travail.

### Les nationalisations bourgeoises de Mitterrand

Le PCF et la CGT, même s'ils ont soutenu à contre-cœur quelques débrayages limités, ont mis toute leur énergie dans une campagne de propagande dans les entreprises à chanter les louanges de l'industrie nationalisée. Les réformistes disent que les conditions de travail sont meilleures à Renault. Allez donc dire ça aux ouvriers de l'atelier de sellerie de Sandouville, ou de l'atelier de peinture de Billancourt, qui se sont mis en grève à cause des cadences! La sécurité de l'emploi? Pendant l'été 1980, la direction de Renault a essayé de démenager de Billancourt des ateliers-clé afin d'affaiblir ce bastion syndical. De toute façon, de nouveaux plans, qui visent à transférer ailleurs la production, sont maintenant en cours de réalisation. Et bien sûr, il y a les licenciements massifs prévus dans la sidérurgie, qui sont simplement la continuation de la politique de Giscard-Barre, politique qui avait conduit aux dures manifestations de 1979 en Lorraine. Mitterrand et Mauroy veulent démontrer dans la pratique que les entreprises nationalisées seront rentables. Et pour leur donner un coup de main, les stalinien refusent de lancer des grèves dans les usines qui fabriquent les derniers modèles, clé de l'offensive commerciale internationale de Renault. Voilà le funeste résultat de la campagne "Produisons français" du PCF et de la CGT: préserver les profits de Renault aux dépens des salaires et des conditions de travail.

Loin d'être un "premier pas vers le socialisme", ou même une attaque contre l'équivalent actuel des "200 familles", le programme gouvernemental de nationalisations vise à dégraisser le capitalisme français. Il se limite à quelques monopoles — les socialistes ont rompu avec le PCF en 1977 quand ce dernier réclamait la prise de contrôle d'une kyrielle de sous-traitants. Les indemnités versées aux propriétaires capitalistes se monteront à 35 milliards de francs en obligations. Et dans beaucoup de cas l'ancienne direction restera en place. Ces plans pour fusionner plusieurs groupes trop diversifiés et compléter le contrôle de l'Etat sur le système bancaire ont été élaborés par le CERES. Considéré en général comme l'aile gauche du PS, le CERES de Chevènement est en réalité un groupe de technocrates qui comprend quelques-uns des cadres supérieurs de Saint-Gobain (une des entreprises nationalisables). En outre, la plus grande partie des cadres supérieurs sera composée des mêmes "énarques". Il n'y a pas un soupçon de révolution sociale dans le programme de Mitterrand.

En fait, la motivation première derrière cette vague de prises de contrôle par l'Etat est le nationalisme économique — "la reconquête du marché intérieur". Le mois dernier, Mitterrand résumait sa politique en ces termes: "Les nationalisations sont pour nous une arme de défense de la production française". Les entreprises choisies sont celles qui ont besoin de subventions massives de l'Etat pour financer leurs recherches et leurs investissements afin de pouvoir se mesurer aux géants américains, allemands ou japonais, ou alors ce sont des monopoles "multinationaux" dans des secteurs-clé, comme ITT-France ou CII-Honeywell. Mitterrand appelle ses nationalisations la version économique de la force de frappe. On ne saurait mieux dire. Les réformistes qui appellent les travailleurs à sacrifier leurs emplois et leurs salaires afin de protéger une industrie française inefficace leur demanderont un jour de donner leur vie pour la défense de l'impérialisme français. Au bout du compte "Produisons français" veut dire la guerre impérialiste.

### Le front populaire et ses larbins d'«extrême gauche»

On ne peut pas faire pression sur le gouvernement Mitterrand, le réformer ou ruser avec lui pour qu'il exproprie la bourgeoisie; le rôle du front populaire de collaboration de classe est au contraire de défendre le capitalisme — c'est un obstacle et non une étape vers le socialisme. Et à mesure que l'agitation ouvrière se développe devant l'absence du "changement" promis, les avocats centristes et réformistes de Mitterrand se retrouvent de plus en plus sur la sellette. Lors du récent "congrès de la victoire" du Parti socialiste à Valence, on a eu droit à quelques morceaux de bravoure rhétoriques. Un des orateurs a même répété la fameuse menace de Robespierre, "des têtes doivent tomber" — mais à seule fin de justifier l'introduction des hommes du PS dans la bureaucratie d'Etat! A la base du PCF il y a de plus en plus de dissensions, dans plusieurs directions. Ces dernières années, le parti de Marchais a oscillé à droite et à gauche entre le stalinisme traditionnel, loyal envers Moscou, et l'"eurocommunisme". Maintenant qu'il y a des ministres PCF dans le gouvernement antisoviétique de Mitterrand, les pressions s'accroissent, non seulement pour que le parti serve de chien de garde

dans les syndicats mais aussi pour qu'il rompe définitivement ses liens avec le Kremlin. Dans les prochains mois les pressions sur le PCF vont devenir énormes.

Une aile eurocommuniste, qui se renforce dans le climat de guerre froide de Carter et Reagan, voudrait qu'on revienne à la bonne vieille union de la gauche. Mais il y a aussi des militants qui renâclent devant le prix exigé pour la participation du PCF au gouvernement. Un petit groupe autour du journal *Le Communiste* se voit comme le porte-parole d'un "courant anti-opportuniste". Leur numéro d'octobre se plaint de ce que le PCF doit maintenant imposer "l'austérité sur le dos des travailleurs"; un article sur le débrayage à la SNCF dénonce la direction de la CGT pour avoir bloqué une action syndicale combative; les nationalisations de Mitterrand, disent-ils, représentent "l'exploitation" et non la "socialisation". Quelle est leur alternative? Fait significatif: *Le Communiste* appelle rarement à quoi que ce soit, parce qu'ils n'ont pas réellement de réponse, si ce n'est appeler de leurs vœux de "meilleurs" bureaucrates.

Aujourd'hui, les "anti-opportunistes" voient dans l'abandon formel de la dictature du prolétariat par le PCF en 1976 la source de tous les maux. Mais en quoi les trahisons actuelles du PCF diffèrent-elles des précédentes? Que dire de la liquidation de la grève générale de 1968 par Waldeck-Rochet, crime bien plus considérable? Que dire de 1947, lorsque, dans une tentative désespérée de préserver le front populaire vacillant, le PCF essaya de briser une grève combative à Renault en qualifiant ses dirigeants de "saboteurs anarcho-hitléro-trotskyistes"? A cette époque, la direction de la CGT, comme celle de l'entreprise, étaient toutes deux formées de membres du PCF. Ou en 1945 quand Thorez déclarait que "la grève, c'est l'arme des trusts" et brisait une grève dans les charbonnages nationalisés? Et quand le PCF était dans le front populaire de Blum en 1936 et que Thorez faisait sa fameuse déclaration "Il faut savoir terminer une grève" afin de stopper un mouvement qui promettait d'être le début de la révolution en France? Les trotskystes ont été seuls à se battre de façon conséquente contre ces trahisons, qui découlent du dogme stalinien du "socialisme dans un seul pays". Les traîtres eurocommunistes veulent simplement mener ce programme liquidationniste et nationaliste à son ultime conclusion; les "anti-opportunistes" résistent par peur des conséquences.

L'opposition révolutionnaire prolétarienne du mouvement trotskyste au front-populisme est bien connue. Tellement bien connue que, quand Mitterrand est arrivé au pouvoir, même les journalistes bourgeois se sont souvenus qu'en 1936 c'était Léon Trotsky qui appelait à "des soviets partout" et qui appelait à pousser la grève générale jusqu'à la révolution. C'était le centriste Pivert qui, à l'inverse, proclamait que "tout est possible" avec la victoire du front populaire (ce à quoi le stalinien endurci Thorez répondit que "tout n'était pas possible" ... et le prouva en écrasant la grève). Mais aujourd'hui, le comportement des organisations soi-disant trotskystes est très différent de l'opposition révolutionnaire intransigente de Trotsky. Pour un Krivine ou un Lambert "tout est possible" si Mitterrand le permet. Et pendant les grèves d'octobre leur rôle a été de protéger les sociaux-démocrates de la colère des travailleurs.

C'est un scandale que la principale revendication de la LCR et de l'OCI dans la grève de Renault ait été de réclamer... *de nouveaux patrons!* Ils demandaient au gouvernement de venir en aide aux grévistes contre l'entreprise dirigée par le gouvernement. "Renault: chassez la direction giscardienne", pouvait-on lire en lettres rouges sur deux pages du journal de la LCR, *Rouge* (16-22 octobre). Selon le journal de l'OCI, *Informations ouvrières*, il fallait que le gouvernement "décide de révoquer toute cette direction" (17-24 octobre). Par une ironie du sort, le ministre de l'industrie auquel toutes ces revendications sont adressées n'est autre que Dreyfus, l'ancien président de Renault, qui l'a dirigée d'une main de fer pendant 30 ans. Ce serait comique si ce n'était pas une tentative insidieuse de détourner les luttes des travailleurs sur le terrain parlementaire, au service du front populaire. En 1947, les trotskystes appelaient à l'extension de la grève de Renault en une grève de toute la métallurgie et ensuite en grève générale. Aujourd'hui les pseudo-trotskystes de l'OCI et de la LCR refusent même d'appeler à une grève de toute la Région par peur de mettre en danger le programme de nationalisations de Mitterrand. Alors que les trotskystes se battent pour l'expropriation de la bourgeoisie par le mouvement ouvrier, ces charlatans soutiennent les nationalisations social-démocrates réalisées par le front populaire, les indemnités généreuses aux patrons et tout le reste. La LCR réclame qu'on ne "recule pas" sur les nationalisations, et la revendication maximum de l'OCI est maintenant d'imposer les riches pour équilibrer le budget.

Le contraste avec le programme du trotskysme authentique ne pourrait pas être plus frappant. Le fondateur de la Quatrième Internationale écrivait à propos du front populaire des années 30:

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimbault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.  
REALISATION: Blandine Hauser  
DIFFUSION: Judith Mauger.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Publication mensuelle - 9 numéros par an (dont un numéro pour juin/juillet/août et un numéro pour novembre/décembre).  
Pour toute correspondance:  
- Paris: Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)  
- Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex  
Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.  
Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

"Seuls les traîtres conscients ou des cerveaux obtus peuvent croire ou faire croire que l'on peut, dans la situation actuelle, maintenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce que l'on puisse, d'en haut, leur faire cadeau d'un gouvernement de Front populaire. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste non pas à freiner et paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible."  
 — "Pour les comités d'action pas le front populaire", *Courage*, tome 7

Les pseudo-trotskyistes crachent sur les leçons de la lutte des classes depuis 1914: les sociaux-démocrates au pouvoir sont tout autant des agents de la bourgeoisie que les gaullistes et les giscardiens. La LCR et l'OCI sont maintenant devenues les "meilleurs constructeurs" du front populaire. Comparé à leur programme, le "front populaire de combat" de Pivert ressemble à du gauchisme effréné. Pour paraphraser Trotsky à propos du Front populaire des années 30 (ou la chaîne des syphilitiques dans le *Candidé* de Voltaire), Lambert et Krivine se cramponnent à Bergeron et Maire, qui se cramponnent à Mitterrand, qui, avec Marchais, se cramponne à la bourgeoisie. La LCR a proclamé que l'"extrême gauche" était la "troisième composante de la majorité" après le PS et le PCF. C'est en réalité la quatrième — ne pas oublier les politiciens bourgeois symboliques. Quant à leur véritable fonction, c'est celle de cinquième roue du front populaire.

La Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, soutient les luttes des masses pour les revendications syndicales élémentaires contre le gouvernement "populaire". Nous nous opposons à la "défense nationale" de l'Etat bourgeois et au poison du protectionnisme économique. Nous nous opposons à la politique violemment anti-soviétique du gouvernement Mitterrand, soutenue à la fois par le PCF et par l'"extrême gauche" maintenant domestiquée. Non à l'unité avec les agents de l'impérialisme, les défenseurs du capitalisme, ceux qui trahissent les travailleurs! Pour la renaissance de la Quatrième Internationale! ■

## Mobilisations pour la paix...

Suite de la page 4

Léningrad! La LCR prétend s'opposer au refus du PCF de dire quoi que ce soit contre la bombe à neutrons de Mitterrand. Il est vrai que les sociaux-patriotes du PCF ont, avant de renvoyer dos à dos l'URSS et les USA, exclusivement dirigé leur tir contre Reagan afin d'éviter une confrontation avec Mitterrand; mais le programme de la LCR de pression sur l'Etat bourgeois et d'appels pacifistes bêlants à l'impérialisme français pour un désarmement unilatéral ne vaut pas mieux.

Ce n'est pas non plus un hasard si la LCR n'a rien à dire sur l'antisoviétisme du PCF le 25 octobre. *Rouge* remarque avec sagesse dans son numéro du 30 octobre-5 novembre que la position du PCF est compatible avec la politique de recherche de la "détente" que mène la bureaucratie soviétique. Mais c'est le rôle des trotskystes de dénoncer le sabotage de la défense de l'URSS par la bureaucratie. Les adeptes pablistes du "troisième camp", qui ont adopté les positions de la social-démocratie internationale sur l'Afghanistan, identifient ainsi la défense de l'Etat ouvrier soviétique au soutien à la bureaucratie, tout cela afin de couvrir leur capitulation devant la campagne de guerre froide de Reagan.

Si certains secteurs des bourgeoisies européennes ont des divergences avec Reagan, ils ont aussi conscience des limites de ces divergences, et ils l'ont fait savoir aux organisateurs du "mouvement de la paix": pas question d'aller jusqu'à défendre l'URSS. Et c'est parce que la TSI ne faiblit pas devant son devoir de classe en défendant les Etats ouvriers dégénérés et déformés que la bourgeoisie nous a désignés comme cible, hors de proportion avec notre poids politique relatif dans le mouvement ouvrier.

Ainsi, le *Times* de Londres, dans son numéro du 24 octobre, passa un bon tiers de son article sur le CND à mettre en garde contre le spectre spartaciste:

"Une source possible d'incidents est la participation prévue du groupe spartaciste, qui a appelé à une invasion de la Pologne pour éliminer le mouvement Solidarité. Les spartacistes ont l'intention de défilé sous des banderoles disant, 'A bas l'OTAN! Défense de l'Union soviétique!' et 'Halte à la contre-révolution de Solidarité!' Monseigneur Bruce Kent, secrétaire général du CND, disait hier: 'Notre marche est une marche pacifique et les spartacistes ne font pas partie du CND. En fait, ils sèment en général beaucoup de désordre. Nous ne sommes pas en mesure d'exclure physiquement quiconque, mais s'ils essaient de quelque manière que ce soit de semer la perturbation, ils auront à faire avec la police'. Monseigneur Kent disait que la police a tenu les spartacistes à l'écart d'une manifestation du CND devant Chatham House au début de cette semaine(...)."

D'autres dénonciations des "spartacistes soviétiques" sont parues dans la presse britannique et américaine. Le journal bourgeois conservateur allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (27 octobre), pour considérer la manifestation parisienne, notait que son

# Les trotskystes manifestent contre Walesa à Paris

Lech Walesa est venu en France en octobre avec des cadeaux pour tout le monde. Pour les chrétiens, il avait un petit médaillon de la sainte Vierge et des louanges à la Madone. Pour les syndicalistes, il parlait d'"autogestion" dans les usines. Pour les stalinien, des promesses creuses que la Pologne ne quitterait pas le pacte de Varsovie. Mais le plus important était pour la bourgeoisie: la libre ingérence dans l'économie polonaise. Dès son arrivée à l'aéroport de Roissy, Walesa déclarait que Solidarnosc se porterait "garant [des] crédits étrangers" — c'est-à-dire qu'il accepte l'ingérence capitaliste et les mesures d'austérité exigées par les banquiers impérialistes. Pendant ce temps, le gouvernement Mitterrand, "socialiste" de guerre froide par excellence et couverture "socialiste démocratique" à la contre-révolution capitaliste: en Pologne, cherche à devenir un interlocuteur privilégié de Solidarnosc. Cheysson, le ministre des affaires étrangères, venait de rentrer de Varsovie où il s'était entretenu avec Walesa qui lui-même rencontra le premier ministre Pierre Mauroy lors de son séjour en France.

Lors des deux conférences de presse données à Paris par Walesa, le 14 et le 19 octobre, la Ligue trotskyste de France (LTF) était là pour protester contre le rôle de syndicat-maison que Solidarnosc joue au service de la CIA et des banquiers. Si le 14 octobre la police "socialiste" de Defferre dispersa notre manifestation, le 19 le rassemblement put se tenir. Lors de la première conférence de presse, un journaliste du *Bolchévik* demanda ce que Walesa pensait de cette protestation de militants communistes qui disent que Solidarnosc menace la Pologne d'une contre-révolution capitaliste. La réponse de Walesa fut: "J'ai mon opinion, une opinion d'amour". Notre reporter lui demanda aussi ce qu'il pensait de l'article du journal allemand *Der Spiegel* du 5 octobre rapportant que les dirigeants soviétiques auraient proposé, lors de pourparlers secrets avec l'Eglise polonaise et Solidarnosc, un statut "très proche de celui de la Finlande" pour la Pologne en échange de la "stabilité intérieure et du maintien des alliances" internationales de la Pologne. Walesa prétendit n'avoir jamais entendu parler d'une telle proposition. La troisième question posée par le représentant du *Bolchévik* concernait l'appel à rejoindre le Fonds monétaire international (FMI) qu'avait émis le congrès de Solidarnosc, ce même FMI qui impose au Chili des conditions d'austérité draconiennes. Walesa répondit évasivement que Solidarnosc "acceptait tout ce qui pouvait être utile". Mais un autre membre de la délégation de Solidarnosc fut plus explicite: "Ce qui nous semble le plus important est le contrôle par un organisme international. De toute façon, nous sommes conscients que pour sortir de la crise, étant donné la situation actuelle en Pologne, il faudra faire de gros sacrifices". Ce ne sont pas les banques impérialistes qui feront les sacrifices en tous cas.

La presse parisienne fut assez irritée par les questions tranchantes de la LTF. *Le Monde* écrivait le lendemain que "quelques-uns de nos confrères semblaient acharnés à lui faire avouer un penchant secret pour le capitalisme, invoquant la prise de po-

sition de Solidarité en faveur de l'adhésion de la Pologne au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale". (Secret, l'appel au FMI?!)  
 Mais *Libération* fut plus acerbe:

"Pendant ce temps, dehors, une petite escouade de la Ligue trotskyste de France (tendance spartaciste internationale) manifestait contre 'Solidarité' qualifié 'd'instrument de l'impérialisme' et dénonçait sans rire ce 'programme de guerre froide' que sont les 'élections libres' et les 'syndicats libres'. Avant d'appeler, tout aussi sérieusement à la venue au pouvoir de 'partis trotskystes'. Que le Dieu de Walesa nous en préserve."

Ne comptez pas trop dessus quand même.

Le plus révélateur fut peut-être la réponse que Walesa fit à une question sur la démocratie. Il répéta à plusieurs reprises: "Nous avons 36 ans de retard pour établir une véritable démocratie" (*Le Monde*, 16 octobre). Il aurait probablement préféré que la Pologne fût libérée en 1945 non par l'Armée rouge mais par Eisenhower. Ainsi il aurait pu jouir du statut de "syndicat libre" que Reagan accorde généreusement aux contrôleurs de l'air américains! A moins que Walesa ne pense que le sort du prolétariat polonais était meilleur sous l'occupation nazie ou sous la dictature de Pilsudski (ignominieusement célébré le 11 novembre!) qu'aujourd'hui! La haine d'un Walesa pour l'Union soviétique et son mépris pour les 600.000 soldats soviétiques morts pour libérer la Pologne du joug nazi sont sans limites.

Lors de son voyage, Lech Walesa a aussi rendu visite à plusieurs confédérations syndicales. Pour les sociaux-démocrates de la CFDT, depuis très longtemps partisans de l'"autogestion", le dirigeant de Solidarnosc est un héros. Pourtant, un incident lors d'un meeting de la CFDT en l'honneur de Walesa provoqua une gêne considérable. Selon *Libération* (qui la veille en avait appelé au dieu de Walesa), lorsqu'à la fin du meeting, l'assistance entonna l'"Internationale", la délégation polonaise protesta. Un représentant de la CFDT se précipita pour expliquer que c'était une tradition, mais en vain. Et au milieu de l'"Internationale", la délégation de Solidarnosc quitta solennellement la tribune à l'étonnement général!

La visite de Walesa mit la CGT dans un grand embarras. Elle est parfaitement au courant par exemple des sinistres activités d'un certain Irving Brown, ce "représentant européen de l'AFL/CIO" invité au congrès de Solidarnosc qui, après la Deuxième Guerre mondiale, avait utilisé l'argent de la CIA pour scissionner le mouvement ouvrier français. Mais le PCF fait maintenant partie du front populaire de Mitterrand, et la CGT est rentrée dans le rang. Leur réaction lorsque la LTF distribua un tract intitulé "Halte à la contre-révolution de Solidarité" lors de la réception donnée par la CGT en l'honneur de Walesa fut donc intéressante à observer. Le service d'ordre stalinien avait eu ordre de chasser les trotskystes "gentiment, sans brutalité". Quand il approcha nos camarades, une discussion politique s'engagea, à laquelle le responsable du service d'ordre mit fin en disant: "Je suis d'accord avec vous sur la Pologne, mais j'ai des ordres". Et nos vendeurs durent s'éloigner, non sans leur avoir distribué notre tract.

dénominateur commun était la méfiance vis-à-vis de "ceux qui nous gouvernent":

"On le voyait clairement quand des groupuscules exposaient leurs mots d'ordre sur les trottoirs. Les 'trotskystes de France' par exemple, qui, sans complexe, qualifient Lech Walesa de 'contre-révolutionnaire' et appellent à la 'défense militaire de l'URSS'. Pas d'applaudissements, pas même un regard approbateur ne furent accordés à ces sectaires, qui évidemment n'ont parcouru qu'extrêmement vite les écrits de leur saint patron".

Aujourd'hui les impérialistes européens appellent avec insistance et sans ambiguïté le nouveau mouvement pour le "désarmement" à exclure les communistes qui défendent l'Union soviétique. Leur objectif est de protéger le capitalisme en réprimant quiconque est partisan d'une politique léniniste de lutte de classes contre la guerre impérialiste.

En Grande-Bretagne, les capitulards eurocommunistes font étalage de leur nationalisme pathétique ("Défense de la Grande-Bretagne — Interdisez la bombe"), alors que les brejneviens indécrottables confrontés à la course à la guerre antisoviétique de Reagan réclament "la détente et pas la destruction". En France, les lavettes euro-staliniennes, qui soutiennent la force de frappe gaulliste, sont contre les missiles russes

qui montent la garde contre l'holocauste nucléaire impérialiste. La logique nationaliste du "socialisme dans un seul pays" de Staline amène ses épigones à renoncer à toute prétention à défendre les acquis de la Révolution d'Octobre. Les trotskystes de la tendance spartaciste internationale proclament au contraire leur internationalisme prolétarien: pour la défense inconditionnelle des Etats ouvriers dégénérés et déformés, pour l'unité communiste contre l'impérialisme par la révolution politique prolétarienne de Moscou à Pékin! Nos camarades de la *Trotzkistische Liga Deutschlands* ont manifesté contre la visite de Haig, l'enragé, avec le mot d'ordre "La défense de l'Union soviétique commence à Berlin!". A Paris, nous avons proclamé: "A bas la force de frappe de Mitterrand — La détente est une illusion criminelle". Et contre la menace de restauration capitaliste en Pologne, nous déclarons: "Halte à la contre-révolution de Solidarité!". Alors que les sociaux-patriotes avancent une rhétorique "neutraliste" pour camoufler leur refus de s'opposer au militarisme de leur "propre" bourgeoisie, nous, trotskystes, sommes guidés par le mot d'ordre révolutionnaire du léninisme: l'ennemi principal est dans notre propre pays!

## Les réformistes poussent au pacifisme et au patriotisme Les trotskystes disent: A bas l'OTAN! Défense de l'URSS!

# Mobilisations pour la paix en Europe

Le 25 octobre, un million de personnes défilait dans les rues de Londres, Paris, Bruxelles et Rome. Reagan, qui profite partout dans le monde de toutes les occasions pour provoquer les Soviétiques, réarme massivement afin d'acquiescer une capacité de première frappe contre l'URSS; et tout ce qu'il a dit d'une guerre nucléaire "limitée" à l'Europe a semé la panique de Londres à Berlin. Mais il s'agissait là de manifestations non pas contre la course à la guerre antisoviétique en tant que telle, mais contre une guerre qui sacrifierait l'Europe. Plus encore que le pacifisme, le thème dominant était le nationalisme "eurocentrique". Les discours étaient presque aussi agressivement antisoviétiques qu'anti-américains. Comme le disait, lors de la manifestation du 25 octobre à Londres, le dirigeant travailliste Tony Benn, "les Polonais ont le courage de s'affronter au Kremlin. Le peuple britannique doit maintenant avoir le courage de s'affronter au Pentagone et fermer toutes les bases nucléaires dans ce pays". Dirigeant la manifestation de Rome, le PCI eurocommuniste alla porter aux ambassades d'URSS et des USA une déclaration "contre tous les systèmes d'armement en Europe, à l'Est comme à l'Ouest".

Contrairement à ce que raconte la propagande de l'impérialisme US, le mouvement ouest-européen pour la "paix" n'est pas "mou avec les Russes". Les dirigeants sociaux-démocrates "pacifistes" ne proposent même pas de quitter l'OTAN et d'opter pour la neutralité. Ils s'opposent à la stratégie militaire de guerre froide proposée par Reagan, pas à son objectif fondamental qui est de revenir sur les acquis historiques de la révolution bolchévique de 1917 en regagnant au capitalisme l'Union soviétique. Etant donné l'équilibre des forces actuel, ils préfèrent affaiblir les Etats ouvriers dégénéré et déformés du bloc soviétique et encourager les forces contre-révolutionnaires à l'intérieur, comme celles apparues en Pologne à l'intérieur et autour de Solidarnosc. En un sens, ce sentiment "neutraliste" européen, malgré des dehors "gauche", reflète ainsi des conflits d'intérêts *inter-impérialistes*.

Avec des officiers de l'OTAN à la retraite et des politiciens bourgeois en activité à la tribune, les manifestations pour la "paix" étaient des fronts populaires pour la détente impérialiste. Ainsi, par exemple, à Bonn, le 10 octobre, paraient à la direction de la manifestation à côté de pontes sociaux-démocrates, des pasteurs luthériens, deux anciens généraux de l'OTAN, un dirigeant du FDP bourgeois et un responsable du CDU de Strauss. Tandis que les sociaux-démocrates de l'OTAN et les stalinien domestiqués apaisaient leurs "propres" bourgeoisies en affichant leur opposition aux "super puissances", les trotskystes de la tendance spartaciste internationale (TSI) tiraient la ligne de classe. "A bas l'OTAN! Défense de l'URSS! Halte à la contre-révolution de Solidarité!". Voilà ce qu'on pouvait lire sur les banderoles de la TSI — particulièrement remarquées — à Rome, Paris, Londres et Bonn, où, dans ces deux dernières villes, nos camarades ont organisé des cortèges.

A Paris, la manifestation appelée par le Mouvement de la paix (un appendice du PCF), se montait à 20.000 personnes, des militants du PCF pour la plupart. Au moment où le mécontentement contre le gouvernement de front populaire s'accroît, le PCF chercha à capitaliser le sentiment pacifiste tout en évitant une confrontation avec Mitterrand. Afin de

préservent leur respectabilité gouvernementale, les euro-staliniens avaient donc apporté une grande banderole proclamant "Ni Pershing, ni SS 20". Beaucoup de militants du PCF n'étaient visiblement pas à l'aise avec la ligne honteusement antisoviétique de leur parti. Nos deux banderoles appelant à la défense de l'URSS contre la campagne de guerre froide et s'opposant à la restauration du capitalisme en Pologne furent très remarquées. Bon nombre de militants du PCF nous confièrent leur accord avec nos mots d'ordre; à la fin de la journée, 260 journaux spartacistes avaient été vendus.

Ce n'est pas par hasard que Paris eut la plus petite des manifestations du 25 octobre. Egon Bahr, social-démocrate allemand de "gauche", a suggéré que c'est parce que, grâce à sa force de frappe, la France peut "décider de son propre destin" alors que les autres impérialistes européens doivent s'accommoder d'un doigt américain sur la gachette nucléaire. Il n'en est pas moins vrai que le gouvernement Mitterrand a adopté une ligne dure contre ce qu'il appelle le "sentiment pacifiste unilatéral", et qu'il a activement cherché à isoler le PCF.

### L'impérialisme français prend l'offensive

Tass et la Pravda louent la soi-disant "politique étrangère indépendante" du gouvernement actuel, et pourtant Mitterrand s'est mis en avant comme porte-parole en Europe de la guerre froide de Reagan, et il cherche à se faire une place de choix dans les affaires internationales. La social-démocratie française veut être le fer de lance en Europe de la campagne pour la contre-révolution à l'intérieur du bloc soviétique, tout en renforçant en même temps la capacité nucléaire de l'impérialisme français (Cf. le septième sous-marin nucléaire, le développement de la bombe à neutrons) qui, s'il est formellement indépendant de l'OTAN, n'en est pas moins antisoviétique. Le statut d'allié "indépendant" de Reagan dont jouit Mitterrand explique ses divergences "tactiques" à la fois avec l'impérialisme US et avec les autres sociaux-démocrates.

Comme il passe pour le meilleur idéologue de la guerre froide, Mitterrand peut se permettre d'être poliment en désaccord avec Reagan sur plusieurs questions, comme l'Amérique latine, où les sociaux-démocrates font valoir que l'impérialisme US pousse les libéraux et les nationalistes petits-bourgeois dans les bras de Castro. C'était l'un des thèmes de l'intervention de Mitterrand à la conférence de Cancun, au Mexique.

L'aide au tiers-monde que préconise Mitterrand signifie s'appuyer davantage sur les despotes locaux pour faire le sale boulot de l'impérialisme plutôt qu'avoir recours à une intervention militaire directe. Son appel à une force militaire inter-africaine comme



Nos camarades allemands de la TLD dans la manifestation pacifiste: «la défense de l'URSS commence à Berlin»



Paris 25 octobre: «A bas la force de frappe de Mitterrand! Défense militaire de l'URSS! Détente: illusion criminelle»

couverture de l'intervention impérialiste au Tchad en est un bon exemple. Alors que les instruments préférés de Giscard en Afrique étaient des tyrans cinglés genre Bokassa et les opérations des barbouzes du SDECE, Mitterrand préfère les Senghor et autres Bourguiba, qui savent donner à leur répression une couverture "modérée" et "socialiste", et dont les régimes jouissent d'un minimum de stabilité.

Nous avons donc assisté à une frénétique activité diplomatique française: invitation des chefs d'Etat africains à Paris; intervention à Cancun; proposition d'envoyer des troupes françaises dans le Sinaï. Le plus sinistre, cependant, c'est le rôle d'intermédiaire privilégié entre Solidarnosc et l'impérialisme occidental que Mitterrand essaie de jouer: les entretiens de Cheysson avec Walesa en Pologne, la visite triomphale de Walesa en France, — où il fut quasiment traité en chef d'Etat —, la visite du cardinal Glemp. Il était déjà clair que les sociaux-démocrates français aidaient la cause de la pénétration économique impérialiste dans l'économie polonaise (l'aide "humanitaire" française sert aussi de cheval de Troie dans ce domaine), mais surtout, comme Solidarnosc s'est consolidé sur un programme ouvertement en faveur de la restauration du capitalisme, la social-démocratie peut jouer sur le thème de l'"autogestion" pour camoufler une contre-révolution "socialiste démocratique" en Europe de l'Est.

### L'«extrême gauche» dans le camp de la social-démocratie

La campagne actuelle de la LCR, qui consiste à demander à Mitterrand de "tenir ses promesses" et de réduire le service militaire à six mois montre que les pablistes sont prêts à se vautrer dans le social-patriotisme afin de se frayer un chemin vers le PS.

Il n'y a pas une once de véritable antimilitarisme dans leurs "plans" complexes pour reconverter l'industrie d'armements. Leurs arguments, en complète opposition au mot d'ordre léniniste et trotskyste traditionnel "Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise", se ramènent au fond à l'idée que la moitié du budget militaire serait suffisante pour les besoins de l'impérialisme français et que six sous-marins suffisent pour réduire en cendres Moscou et